Ontario

BUDGET DE L'ONTARIO 2005

Investir dans les gens
Consolider notre économie

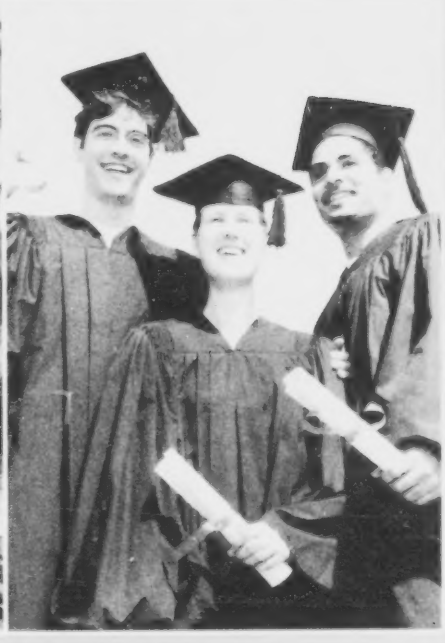
L'honorable Greg Sorbara
Ministre des Finances

Exposé budgétaire

105-04415/

BUDGET DE L'ONTARIO 2005

L'honorable Greg Sorbara
Ministre des Finances



Exposé budgétaire

Sous réserve de modifications

Pour de plus amples renseignements concernant le
Budget de l'Ontario 2005 – Exposé budgétaire,
prière de s'adresser au :
Centre d'information du ministère des Finances
Demandes en français et en anglais : 1 800 337-7222
Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

On peut prendre connaissance du présent document en consultant
notre site Web, à l'adresse suivante : www.ontariobudget.fin.gov.on.ca

On peut aussi se procurer des exemplaires gratuits du présent document à :
Publications Ontario
880, rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8
Téléphone : 416 326-5300
Sans frais : 1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) sans frais : 1 800 268-7095
Site Web : www.publications.gov.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2005
ISBN 0-7794-8015-5

This document is available in English under the title:
2005 Ontario Budget: Budget Speech

NOTRE PLAN

Monsieur le Président, lorsque notre gouvernement a été assermenté il y a à peine 19 mois, nous nous sommes engagés à travailler avec autant d'acharnement que les 12 millions et demi d'Ontariennes et d'Ontariens que nous servons :

- pour remettre leurs écoles en bon état;
- pour améliorer leurs soins de santé;
- et pour renforcer l'économie de cette magnifique province.

notre plan - progrès réalisés

Il y a un an, je présentais un plan pour concrétiser cet engagement. Aujourd'hui, je suis heureux de faire le point sur les progrès réels accomplis dans le cadre de ce plan. En voici quelques exemples :

- La taille des classes des premières années du palier élémentaire a été réduite, il y a plus d'enseignantes et d'enseignants, et les résultats des tests se sont améliorés.
- Des équipes Santé familiale sont en train de voir le jour.
- Une ceinture de verdure historique de 1,8 million d'acres permet désormais de circonscrire la région du grand Toronto, qui connaît une expansion rapide.
- Notre Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile nous permet d'obtenir de nouveaux investissements d'une valeur de 3,5 milliards de dollars.

réduction du déficit de moitié

Nous avons accompli tout cela, Monsieur le Président, tout en assistant à la création de 146 000 emplois depuis que nous sommes arrivés au pouvoir! Nous avons accompli tout cela, Monsieur le Président, tout en réduisant de moitié le déficit qui avait été prévu pour 2004-2005.

Je suis fier de la bonne performance de la province durant notre première année complète à la barre du gouvernement. Les résultats sont clairs. Notre plan est solide. Notre plan est efficace. Notre plan est efficace pour les Ontariennes et Ontariens parce que notre gouvernement travaille en collaboration avec la population de l'Ontario.

Nous avons formé de nouveaux partenariats productifs avec les étudiantes et étudiants, les parents et les enseignantes et enseignants, avec les patients, les médecins, les infirmières et infirmiers et les autres professionnels de la santé, et avec les agriculteurs et les gens d'affaires.

investissements historiques dans l'éducation postsecondaire

Aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous présenter le prochain volet de notre plan, qui vise à consolider l'Ontario en investissant dans les gens. Il s'agit d'un plan pour améliorer les écoles et offrir un meilleur apprentissage, pour améliorer les soins de santé et pour permettre aux Ontariennes et aux Ontariens de jouir d'une meilleure santé, pour investir de façon judicieuse dans l'infrastructure et renforcer l'économie, et pour gérer les finances avec intelligence et fermeté. Je suis également fier d'annoncer aujourd'hui, Monsieur le Président, de nouveaux investissements historiques dans les universités, les collèges et les programmes de formation. Il s'agit de la plus importante injection de fonds en 40 ans.

Avant de donner plus de précisions, j'aimerais souligner le principe autour duquel s'articule le présent budget, soit celui de la rigueur financière.

Le déficit pour l'exercice 2004-2005 est de 3,0 milliards de dollars, soit de quelque 2,5 milliards de moins que celui dont nous avions hérité de nos prédécesseurs.

Nous avons pu réduire le déficit en raison de la performance économique plus robuste que prévu. Nos revenus, surtout ceux tirés de l'impôt sur les sociétés, ont été plus élevés. Nos frais d'intérêts ont été plus bas grâce à une meilleure gestion de la dette et à des taux d'intérêt plus faibles. Nous n'avons pas utilisé notre réserve. Et nous avons imposé une gestion rigoureuse des ressources au sein du gouvernement.

rigueur financière

Nous avons compté chaque denier. Nous avons réduit le déficit. Il n'a toutefois pas disparu. Loin de là. Nous poursuivons nos efforts en vue d'éliminer un déficit structurel qui continue à menacer notre capacité de financer les services publics sur lesquels notre population compte.

Notre plan montre que nous atteindrons l'équilibre budgétaire au plus tard en 2008-2009. Il est possible que nous puissions y parvenir en 2007-2008, s'il n'est pas nécessaire de puiser dans la réserve. Il n'en demeure pas moins que nous y parviendrons seulement si nous continuons à faire de la rigueur financière notre mot d'ordre et si nous limitons les dépenses de la plupart des ministères.

Je tiens d'ailleurs à remercier mes collègues du Conseil des ministres et du caucus de leur appui et de la rigueur dont ils ont fait preuve.

contenir les dépenses

Monsieur le Président, je tiens aussi à remercier les nombreux Ontariens et Ontariennes qui sont venus nous parler, avec beaucoup de passion et de conviction, durant les audiences prébudgétaires. Nous avons entendu toutes les demandes. Malheureusement, nous ne pouvons toutes les satisfaire. Nous n'avons tout simplement pas les ressources financières pour le faire.

Monsieur le Président, gouverner, c'est faire des choix.

Nous avons choisi d'investir dans les priorités de la population de l'Ontario – soit la santé, l'éducation et la prospérité – et ce, sans augmenter les impôts ou les taxes ni en instaurer de nouveaux.

Nous avons choisi d'investir dans l'avenir. Et nous croyons, Monsieur le Président, que nous avons fait le bon choix.

ÉDUCATION - Réussite scolaire

Vers de meilleurs résultats dans l'éducation postsecondaire

Monsieur le Président, d'Oliver Mowat à Bill Davis jusqu'à Dalton McGuinty, nos grands premiers ministres ont fait de l'éducation publique leur grande priorité. Cette approche est essentielle pour assurer notre avenir.

avantage économique

Dans l'économie d'aujourd'hui axée sur le savoir, l'éducation est la condition préalable à la prospérité. Les capacités intellectuelles et le savoir-faire d'une main-d'oeuvre qualifiée constituent les avantages concurrentiels du XXI[e] siècle.

Par conséquent, si nous voulons continuer à faire concurrence à nos voisins du Sud et rivaliser avec les économies du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine, qui connaissent une expansion rapide, nous devons absolument nous doter des compétences nécessaires.

investir dans l'avenir

C'est pourquoi un investissement fait aujourd'hui dans l'éducation postsecondaire est un investissement dans les emplois de demain. Mais l'éducation n'est pas qu'un impératif économique. Elle est la mesure de notre engagement à offrir des perspectives d'avenir. Elle constitue les assises d'une société civique engagée et d'une démocratie solide.

L'éducation est au coeur même de notre plan.

J'ai donc l'honneur d'annoncer le plan intitulé Vers des résultats supérieurs : le Plan d'action du gouvernement McGuinty pour l'éducation postsecondaire. Ce plan propose des investissements sans précédent dans l'enseignement supérieur.

D'ici 2009-2010, nous consacrerons 6,2 milliards de dollars supplémentaires à nos universités, nos collèges, nos programmes de formation, nos programmes d'apprentissage et nos étudiantes et étudiants. En échange de ces investissements massifs, nous exigerons des améliorations sur le plan de l'accès, de la qualité et de la reddition de comptes.

doubler l'aide aux étudiantes et étudiants

Sur le plan de l'accès, cela signifie une aide financière accrue pour les étudiantes et étudiants, un plus grand nombre de places dans les programmes d'études et un plus large éventail de possibilités pour les néo-Canadiennes et néo-Canadiens. Sur le plan de la qualité, cela signifie un accroissement des ressources, un plus grand nombre de professeurs, une augmentation du temps que consacrent les professeurs à l'encadrement de leurs étudiantes et étudiants, et des activités accrues de recherche innovatrice. Et sur le plan de la reddition de comptes, Monsieur le Président, cela signifie la conclusion d'ententes et l'instauration de mesures de suivi pour faire en sorte que ces investissements donnent des résultats supérieurs.

Il y a un an, nous avons demandé à l'ancien premier ministre Bob Rae de procéder à un examen du système d'éducation postsecondaire. J'aimerais remercier publiquement M. Rae et les membres de son comité consultatif de leur étude exhaustive, de leur perspicacité et

de la promptitude avec laquelle ils ont produit leur rapport. En nous inspirant de ce rapport, nous mettons maintenant en oeuvre notre plan.

Une partie des nouveaux investissements annoncés ont déjà été effectués. Nous avons alloué de nouveaux fonds de 200 millions de dollars l'année dernière. Et cela sera suivi de 683 millions de dollars cette année. D'ici 2009-2010, nous dépenserons annuellement 1,6 milliard de dollars de plus dans le secteur de l'éducation postsecondaire que ce qui avait été prévu dans le budget de 2004.

possibilités plus nombreuses

Monsieur le Président, à l'instar de la population de l'Ontario, nous croyons que les personnes qui ont les notes requises devraient avoir la possibilité de poursuivre leurs études. Je suis donc heureux que le Plan d'action pour des résultats supérieurs prévoie de doubler le financement disponible pour l'aide aux étudiantes et aux étudiants, ce qui contribuera dès cette année à améliorer l'aide dont bénéficient quelque 135 000 étudiantes et étudiants. Nous croyons également qu'après avoir saisi l'occasion de poursuivre ses études, une personne a droit à un enseignement de qualité.

Nos investissements représentent une augmentation de 35 pour 100 des fonds de fonctionnement accordés aux établissements.

Nous proposons également de faire des investissements ciblés pour améliorer l'éducation des Autochtones et des francophones et les perspectives des étudiantes et des étudiants de la première génération, des néo-Canadiennes et des néo-Canadiens ainsi que des personnes ayant un handicap.

Réussite des élèves

Meilleur départ

petite enfance

Monsieur le Président, la réussite scolaire se prépare dès la petite enfance. Voilà pourquoi nous sommes si enthousiastes au sujet de notre programme « Meilleur départ ». Ce programme augmentera considérablement le nombre de places dans les services de garde pour les enfants de la maternelle et du jardin d'enfants, et des places subventionnées seront accessibles à un plus grand nombre de familles.

Et rendons à César ce qui est à César : le gouvernement fédéral fera sa part en fournissant 272 millions de dollars de plus cette année. Grâce aux fonds du gouvernement fédéral, les investissements de l'Ontario doubleront d'ici 2007-2008. Le programme « Meilleur départ » deviendra ainsi une réalité.

Réussite des élèves

Donner à nos enfants le meilleur départ qui soit dans la vie est une chose. Leur offrir les meilleures écoles en est une autre.

Notre plan consiste à faire du système d'éducation publique le meilleur système d'éducation qui soit.

Nous voulons que les élèves atteignent un niveau de compréhension élevé dans les domaines de la lecture, de l'écriture et des mathématiques avant l'âge de 12 ans. Nous voulons aussi qu'un plus grand nombre d'élèves restent à l'école et poursuivent leurs études jusqu'à l'âge de 18 ans et au-delà. On a fait beaucoup de progrès en seulement 19 mois. Par exemple :

meilleurs résultats aux tests

- cette année, près de 60 pour 100 des élèves de 6e année ont atteint la norme provinciale en lecture et en mathématiques – une amélioration réelle par rapport à l'année passée;
- nos élèves de 10e année ont obtenu eux aussi de meilleurs résultats cette année;
- la taille des classes dans les premières années du palier élémentaire a diminué dans une école sur trois en Ontario;
- nous avons dispensé une formation sur les pratiques exemplaires à 8 000 enseignantes et enseignants leaders et nous en formons 8 000 autres;
- nous avons apporté paix et stabilité au système.

réduction de la taille des classes

Ces changements se font sentir dans toute la province. Si vous ne me croyez pas, demandez à Marie Braz. Cette enseignante de 3e année à l'école Indian Road Crescent Junior Public School, à Toronto, nous a déclaré que la diminution du nombre d'élèves dans sa classe cette année, grâce au financement de postes supplémentaires d'enseignants, a fait une grande différence dans sa vie et dans celle de ses élèves.

Nous allons augmenter de 15 pour 100 sur quatre ans les fonds consacrés à l'éducation pour appuyer :

- les programmes d'amélioration des compétences en lecture, en écriture et en mathématiques;
- l'initiative Lieux propices à l'apprentissage, notre fonds destiné à la rénovation et au renouvellement de nos écoles;
- les prochaines étapes du processus visant à plafonner à 20 le nombre d'élèves par classe dans les premières années du palier élémentaire;
- les programmes qui incitent les élèves à poursuivre leurs études au moins jusqu'à l'âge de 18 ans.

investir dans l'éducation

Formation

Monsieur le Président, une bonne éducation n'est pas toujours synonyme d'apprentissage dans une salle de classe traditionnelle. Une bonne éducation englobe aussi des programmes d'apprentissage et de formation de qualité en milieu de travail. Le présent budget prévoit donc des affectations de 17,5 millions de dollars en 2007-2008 pour l'amélioration de l'accès à des services liés au marché du travail.

L'année passée, nous avons mis en oeuvre un nouveau crédit d'impôt important pour la formation en apprentissage destiné aux entreprises. Cette année, nous faisons plus, tout spécialement pour intégrer les néo-Canadiennes et néo-Canadiens aux milieux de travail de l'Ontario. Par exemple :

plus de néo-Canadiens dans la population active

- les programmes de formation relais aideront les ouvriers spécialisés à s'intégrer plus rapidement au marché du travail;
- des projets pilotes accroîtront l'accès aux programmes dans les collèges;
- le Toronto Regional Immigrant Employment Council forgera de nouveaux liens avec les employeurs.

SANTÉ – CIBLER LES PATIENTS, MAINTENIR LE RÉGIME D'ASSURANCE-SANTÉ

plan pour l'amélioration des soins de santé

Monsieur le Président, le principal atout des Ontariennes et des Ontariens est leur santé. Le plan de notre gouvernement consiste à faire davantage pour aider les citoyennes et les citoyens de la province à rester en santé, à leur offrir de meilleurs soins quand ils tombent malades et à prendre les mesures nécessaires pour que le régime d'assurance-santé soit viable pour les générations à venir.

Notre plan comprend des investissements de 32,9 milliards de dollars dans le domaine des soins de santé.

Mais, l'augmentation des dépenses ne suffit pas. Voilà pourquoi notre plan comprend l'accroissement du nombre de médecins et d'infirmières, la réduction des temps d'attente et la promotion de la santé des Ontariennes et des Ontariens. Ici aussi, nous avons déjà fait des progrès réels :

Nombre accru de médecins et d'infirmières et d'infirmiers

plus de places de formation

- Nous avons plus que doublé le nombre de places de formation réservées aux diplômés d'écoles de médecine d'autres pays.
- À l'automne, une nouvelle école de médecine dans le nord de la province accueillera ses premiers étudiants et étudiantes.
- Nous allons augmenter de 15 pour 100 le nombre de places en première année dans les écoles de médecine.
- Nous avons financé la création de plus de 3 000 postes d'infirmières et d'infirmiers dans les hôpitaux, les centres de soins de longue durée et les organismes de soins à domicile et communautaires.
- Nous avons approuvé la création de 52 équipes Santé familiale et de trois réseaux d'équipes Santé familiale.

Ces mesures auront des incidences particulièrement importantes dans les collectivités mal desservies.

Les familles sont heureuses de ces réformes. Les médecins de famille le sont aussi. L'un d'eux, la Dre Kathryn Lockington, de Kingston, est d'avis que la réforme, et je cite, l'aidera à offrir les meilleurs soins qui soient à ses patients en partageant cette responsabilité avec le personnel infirmier, les diététistes, les professionnels de la santé mentale et d'autres professionnels de la santé.

Monsieur le Président, je veux profiter de l'occasion qui m'est offerte ici pour remercier la Dre Lockington et, par son intermédiaire, le vaste réseau de fournisseurs de soins de santé de l'Ontario qui épousent ce changement positif.

Temps d'attente

Monsieur le Président, notre plan pour réduire les temps d'attente donne des résultats :

- nous mettons le matériel à niveau et nous augmentons les heures de prestation de services;
- nous avons réalisé des milliers de chirurgies de plus pour la cataracte et le cancer et de remplacement de la hanche ou du genou;
- nous avons accru de près de 14 pour 100 le nombre dexamens réalisés au moyen de systèmes d'imagerie par résonance magnétique;
- nous avons procédé à quelque 81 000 tomographies par ordinateur de plus, une augmentation de 8 pour 100.

Nous faisons une différence.

Une population en meilleure santé

Nous faisons aussi des investissements pour que la population ontarienne reste en santé :

- nous offrons trois nouveaux vaccins gratuits aux enfants, permettant ainsi aux familles d'économiser plus de 600 $ par enfant;
- notre projet de loi 64, intitulé *Loi favorisant un Ontario sans fumée*, a été déposé devant l'Assemblée législative;

soins de santé préventifs

- nous encourageons l'adoption de pratiques plus saines dans les écoles en éliminant les aliments sans valeur nutritive et en lançant un programme d'activités physiques, le programme « pause-JEU »;
- nous accroissons la part du financement de la santé publique que le gouvernement provincial assume en la faisant passer de 50 à 75 pour 100 d'ici janvier 2007.

Et nous prenons des mesures pour aider les fournisseurs de soins à élaborer des plans à long terme. En 2005-2006, pour la toute première fois, nous allons commencer à accorder un financement pluriannuel aux hôpitaux, un hôpital à la fois.

coordination à l'échelle locale

Nous instaurons aussi 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé, les RLISS, fondés sur le simple principe voulant que les habitants d'une collectivité donnée soient les plus aptes à définir leurs priorités locales.

Nous allons offrir un plus grand nombre d'actes médicaux à des dizaines de milliers de personnes. Et nous allons nous servir du site Web du ministère de la Santé pour faire état régulièrement des progrès réalisés dans la réduction des temps d'attente. Nous allons aussi créer un plus grand nombre d'équipes Santé familiale chargées d'élargir la prestation de soins primaires intégrés.

amélioration continue

Monsieur le Président, notre régime d'assurance-santé est l'expression même de notre identité collective. Voilà pourquoi le gouvernement est si déterminé à améliorer constamment les soins de santé prodigués aux patients d'aujourd'hui et à assurer la viabilité de ces soins pour les générations à venir.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE – RÉALISER LE PLEIN POTENTIEL DE L'ONTARIO

Monsieur le Président, nous avons besoin d'une économie ontarienne vigoureuse pour pouvoir financer non seulement les soins de santé et l'éducation, mais aussi l'ensemble des services publics que fournit le gouvernement provincial. Avant de décrire les mesures importantes

que nous prenons pour renforcer notre économie, j'aimerais brosser rapidement un tableau de la conjoncture économique actuelle.

Nous prévoyons que le taux de croissance économique s'établira à 2,0 pour 100 cette année, à 2,8 pour 100 en 2006 et à 3,4 pour 100 par année, en moyenne, en 2007 et en 2008. Les prévisions moyennes du secteur privé sont un peu plus audacieuses, mais nous préférons pécher par excès de prudence.

Toutefois, même malgré nos hypothèses prudentes, nous prévoyons que l'Ontario créera 65 000 emplois en 2005 et 118 000 emplois en 2006.

Grâce à une augmentation soutenue de l'emploi, le revenu général des particuliers devrait croître de 3,8 pour 100 cette année et de 4,9 pour 100 par année, en moyenne, entre 2006 et 2008.

Néanmoins, toutes sortes d'incertitudes planent à l'horizon et au-delà de nos frontières, incertitudes qui échappent complètement à notre contrôle, comme le prix de plus en plus élevé du pétrole, les risques de fléchissement de l'économie aux États-Unis, la hausse des taux d'intérêt et l'appréciation du dollar canadien. Évidemment, nous allons continuer de surveiller ces risques à mesure que nous mettons notre plan en oeuvre.

Monsieur le Président, notre plan pour renforcer l'économie est global et comprend notamment :

- l'investissement de 6,2 milliards de dollars sur cinq ans dans le plan d'action intitulé Vers des résultats supérieurs, que j'ai déjà décrit;
- un investissement de 30 milliards de dollars sur cinq ans dans l'infrastructure;
- un approvisionnement en électricité fiable et durable;
- un climat fiscal moderne et compétitif – le budget ne comprend ni nouvel impôt, ni majoration d'impôt;
- un cadre réglementaire actualisé – nous allons de l'avant avec un plan pluriannuel pour moderniser la législation commerciale de l'Ontario et nous mettons sur pied une agence chargée de défendre les intérêts des petites entreprises;

- des investissements ciblés dans les principaux secteurs économiques;
- l'accroissement du potentiel en recherche-développement de l'Ontario;
- l'adoption de mesures pour réaliser le potentiel économique des régions et des municipalités de l'Ontario.

Défi relatif à l'infrastructure

investissement dans l'infrastructure

Monsieur le Président, un climat propice aux affaires est tributaire d'une infrastructure moderne, fiable, efficiente et abordable. Notre plan d'investissements quinquennal dans l'infrastructure, de 30 milliards de dollars, comprend des projets qui se font attendre depuis longtemps et de nouvelles initiatives urgentes. Mentionnons, par exemple :

- la construction de routes dans le nord et le sud de la province;
- des améliorations aux écoles, aux collèges et aux universités;
- des dizaines de projets d'agrandissement et d'amélioration d'établissements hospitaliers;
- des investissements considérables dans les transports en commun.

OSIFA

prêts à faibles coûts

Monsieur le Président, afin d'aider les municipalités à amorcer leurs projets d'infrastructure, nous leur offrons des prêts à faibles coûts et à long terme par l'intermédiaire de l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique (OSIFA).

À l'heure actuelle, 166 collectivités ontariennes ont entrepris quelque 1 000 projets d'infrastructure à l'échelle locale comme la construction de ponts et de routes et l'aménagement de réseaux d'eau et d'égouts.

Le mandat de l'OSIFA sera élargi. L'organisme consentira des prêts aux municipalités qui souhaitent réaliser des projets dans les domaines de la culture, du tourisme et des loisirs. Un peu plus

tard cette année, l'OSIFA accordera aussi des prêts aux universités ontariennes.

Obligations pour le renouvellement de l'infrastructure

Monsieur le Président, nous invitons aussi les Ontariennes et Ontariens à participer à ces grands projets.

obligations pour le renouvellement

Aujourd'hui, j'annonce que les résidentes et résidents de l'Ontario auront la possibilité d'investir dans des projets d'infrastructure en achetant des Obligations pour le renouvellement de l'infrastructure. Ces obligations seront en vente plus tard cette année. La population pourra alors faire un investissement solide.

Options novatrices en matière de financement et d'emprunt

Le gouvernement envisage en même temps des façons d'accélérer la mise en oeuvre de son plan d'infrastructure. Nous étudions des moyens d'inciter les responsables des régimes de retraite de l'Ontario à investir davantage dans la construction d'infrastructures en Ontario au lieu d'investir leur argent à l'étranger.

Et je rappelle aussi aux députés que nous poursuivons notre examen des principaux biens du gouvernement. Notre engagement reste inchangé : tout produit net résultant de la vente d'un bien sera affecté en priorité à l'infrastructure.

principes de base

Évidemment, certains principes de base orienteront tant nos processus de financement que nos processus d'approvisionnement. Ces principes sont les suivants :

- l'intérêt public est primordial;
- l'optimisation des ressources doit être démontrable;
- les processus doivent être équitables, ouverts et transparents.

Municipalités

Monsieur le Président, c'est dans les collectivités locales que notre économie prend toute sa force. Au cours des 19 derniers mois, nous avons collaboré avec les municipalités et nous avons fait de réels progrès.

taxe sur l'essence – transport en commun

Notre gouvernement est le premier gouvernement dans l'histoire de l'Ontario à affecter au transport en commun une partie des revenus provenant de la taxe sur l'essence. Ce montant s'élèvera à 195 millions de dollars cette année et à 1,4 milliard de dollars sur les cinq prochaines années.

Nous avons mis sur pied le Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario. Ce fonds, doté de 656 millions de dollars cette année, représente le plus important paiement de transfert du gouvernement provincial aux collectivités de la province.

Et comme vous le savez, Monsieur le Président, le gouvernement est en voie d'assumer une plus grande part des dépenses de santé publique pour appuyer notre objectif de promouvoir la santé des Ontariennes et des Ontariens et d'assurer la stabilité financière accrue des municipalités.

Logement abordable

Les municipalités nous ont aussi dit qu'elles ont besoin d'un plus grand nombre de logements abordables.

15 000 nouveaux logements

Il y a quelques jours à peine, notre gouvernement a signé une importante entente Canada-Ontario en matière de logement abordable. Cette entente contribuera à l'aménagement de 15 000 nouveaux logements abordables, incluant de nouveaux logements qui seront offerts à des personnes ayant une maladie mentale, à des victimes de violence familiale et à des personnes à faible revenu dans les collectivités éloignées. L'entente contribuera à procurer à des milliers de personnes un logement sûr et convenable, un véritable chez-soi.

Nord de l'Ontario

Monsieur le Président, l'économie du Nord de l'Ontario a toujours présenté des défis et des possibilités uniques. Notre gouvernement prend des mesures qui permettront de relever ces défis et de tirer parti de ces possibilités.

Au cours du présent exercice, nous investissons 485 millions de dollars dans l'infrastructure du Nord, dont 297 millions de dollars pour le renouvellement et l'expansion du réseau routier dans cette partie de la province.

Notre école de médecine du Nord s'apprête à ouvrir ses portes, et nous instaurons un nouveau programme d'enseignement en sciences infirmières dans le Nord de l'Ontario.

D'ici 2007-2008, nous affecterons de nouveaux fonds de 20 millions de dollars afin d'améliorer l'accès à des programmes collégiaux communautaires de haute qualité dans les collectivités du Nord et les collectivités rurales. Nous appuyons le secteur minier en investissant 15 millions de dollars sur trois ans pour la cartographie géologique.

Nous prenons également des mesures pour renforcer le secteur de l'industrie forestière. Il s'agit pour l'Ontario d'une industrie très importante qui procure de l'emploi à plus de 30 000 personnes dans le Nord.

obligations de développement

J'ai également le plaisir de souligner le franc succès qu'a remporté le programme pilote d'Obligations de développement du Nord de l'Ontario que nous avions annoncé dans le budget de l'année dernière. Grâce à ces obligations, nous disposerons de près de 13 millions de dollars à investir dans de nouvelles entreprises ou des entreprises en pleine expansion dans le Nord.

Agriculture

Monsieur le Président, l'agriculture apporte une importante contribution à l'économie de notre province et au bien-être de chaque Ontarienne et Ontarien. Le secteur agroalimentaire représente plus de 8,6 milliards de dollars en exportations. Mais ce secteur doit également relever des défis bien réels : la faiblesse des prix des

céréales et des oléagineux, ainsi que l'interruption injuste de notre commerce de bétail et de boeuf.

aide aux agriculteurs

Pour faire fond sur nos points forts et relever ces défis, nous avons accordé une aide de plus de 170 millions de dollars aux agriculteurs producteurs de céréales et d'oléagineux et d'au plus 30 millions de dollars à l'industrie de l'élevage de bovins.

Nous allons de l'avant avec la nouvelle norme relative à l'utilisation de l'éthanol, un carburant renouvelable, ce qui améliorera la qualité de notre air. Voilà une bonne nouvelle pour nos agriculteurs.

Pour donner suite à l'un des sujets abordés lors du sommet du premier ministre sur l'agriculture qui a eu lieu récemment, c'est-à-dire la nécessité d'innover en agriculture, j'ai le plaisir de vous annoncer que nous créons une chaire de recherche agricole à l'Université de Guelph.

Conseil ontarien de la recherche

Monsieur le Président, la recherche est au coeur des sociétés intelligentes. Elle nourrit l'excellence. Elle favorise l'avancement de la science et les gains de productivité. Elle fait tourner notre moteur économique à plein régime.

centre de recherche international

J'ai donc le très grand plaisir aujourd'hui d'annoncer que nous proposons de créer le Conseil ontarien de la recherche. Le mandat du Conseil sera de se prononcer sur les priorités en matière de recherche, de participer à la coordination de la recherche publique et de rehausser la réputation de l'Ontario en tant que plaque tournante internationale pour la recherche. Le Conseil agira comme un phare qui attirera l'attention du monde sur les compétences de l'Ontario.

Comme toute première étape de la création de ce conseil, nous établissons le Fonds pour la recherche en Ontario, qui regroupera plusieurs postes de dépenses affectées à la recherche.

Nous favorisons aussi la recherche grâce à des investissements dans le Centre de la découverte MaRS, situé dans le District de la découverte médicale et scientifique connexe à Toronto, et dans le parc d'innovation McMaster à Hamilton. Nous allons aussi créer une

chaire de recherche sur la productivité et la capacité concurrentielle à l'Université de Toronto.

Là encore, nous voulons que notre capacité d'effectuer des recherches poussées soit renommée dans le monde entier.

Secteur des divertissements et de la création

talent et technologie

Notre secteur des divertissements et de la création jouit déjà d'une réputation mondiale. Ce secteur réunit talent et technologie et crée des emplois. Les investissements dans la culture, Monsieur le Président, sont donc des investissements dans l'édification de la société et la croissance économique.

C'est la raison pour laquelle nous avons annoncé en décembre une majoration des crédits d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne, une industrie qui a des retombées économiques de 2 milliards de dollars par année et emploie 20 000 personnes. Grâce à cette annonce, plus d'une douzaine de productions cinématographiques et télévisuelles ont démarré et une douzaine de productions de plus en sont au stade du repérage.

Nous nous sommes engagés à octroyer 25 millions de dollars pour la construction de locaux permanents pour le Festival international du film de Toronto.

industries à potentiel élevé

Le présent budget propose aussi des bonifications des crédits d'impôt destinés aux secteurs de l'animation informatique, des multimédias interactifs numériques, de l'édition et de l'enregistrement sonore pour encourager ces industries de prestige à potentiel élevé.

GESTION RESPONSABLE

Situation financière

gestion financière rigoureuse

Monsieur le Président, notre plan porte fruit grâce à la discipline dont nous avons fait preuve pour la gestion de nos finances.

Comme je l'ai déjà dit, le déficit de l'exercice précédent est de 3,0 milliards de dollars, soit quelque 2,5 milliards de dollars de moins que le déficit dont nous avons hérité de nos prédécesseurs. Le déficit de l'exercice 2005-2006 atteindra 2,8 milliards de dollars et diminuera progressivement par la suite.

Compte tenu des progrès réalisés, nous aurions pu prévoir un budget équilibré en 2007-2008. Nous avons plutôt choisi d'investir dans les secteurs auxquels la population de l'Ontario attache une grande importance : l'éducation et la santé. Nous estimons avoir fait les bons choix.

Toutefois, même avec nos investissements, nous éliminerons le déficit d'ici 2008-2009 au plus tard, et peut-être même dès 2007-2008 si nous n'avons pas besoin de notre réserve.

Nous investissons dans les secteurs prioritaires tout en maintenant les budgets de la plupart des ministères à leur niveau actuel. Notre mot d'ordre continuera d'être discipline et rigueur.

transparence et responsabilisation

Et conformément à la *Loi sur la transparence et la responsabilité financières*, le vérificateur général et le public pourront examiner tous les chiffres avant la prochaine élection.

Déséquilibre fiscal

Finalement, Monsieur le Président, je dois signaler que notre capacité d'investissement dans la prospérité future de l'Ontario continue d'être compromise par l'écart qui existe entre le montant que la population de l'Ontario verse au gouvernement fédéral en impôts et le montant qu'elle reçoit sous forme de programmes et de services fédéraux.

un Ontario fort, un Canada fort

À l'instar du gouvernement de l'Ontario, des tierces parties telles que CIBC Marchés mondiaux chiffrent cet écart à 23 milliards de dollars. Nous avons commencé à sensibiliser le gouvernement fédéral à ce sujet et nous avons déjà remporté un certain succès. Il faudra toutefois faire davantage afin d'édifier un Ontario plus fort dans un Canada plus fort.

Si cet écart s'amenuisait, nous pourrions accélérer la mise en oeuvre de notre plan et même étoffer notre plan. Toutefois, ce plan ne peut être mis en veilleuse, car nous ne pouvons pas faire attendre la population de l'Ontario. Nous offrons aux Ontariennes et aux Ontariens ce qu'il y a de mieux dans les limites de nos finances. Nous améliorons les services et nous réduisons le déficit. Ces deux objectifs peuvent être réalisés, c'est ce que nous faisons.

CONCLUSION

Monsieur le Président, avant de conclure, je veux remercier certaines personnes très importantes.

hommage à nos anciens combattants

Il y a quelques jours, nous avons célébré le 60e anniversaire du Jour de la Victoire en Europe. L'année 2005 est l'année des anciens combattants. Nous ne serions pas ici aujourd'hui, avec les très nombreuses possibilités qui s'offrent à nous, sans les sacrifices que ces hommes et ces femmes ont faits il y a plus de 60 ans. Si nous sommes ici maintenant, c'est qu'ils ont défendu la démocratie à ce moment-là. À tous les anciens combattants présents ici, nous disons merci.

Monsieur le Président, une équipe de fonctionnaires très dévoués du ministère des Finances ont travaillé avec diligence à la préparation de ce budget. Je veux exprimer ma sincère gratitude à tous et à l'un d'eux en particulier.

Depuis 32 ans, Tom Sweeting, sous-ministre adjoint, budget et fiscalité, contribue à façonner les politiques budgétaires de la province. Le présent budget est son trente-deuxième. Au nom du gouvernement, je tiens à lui dire merci pour son engagement exceptionnel, sa vive intelligence et son sens de l'humour intarissable.

Et, par votre entremise, Tom, je veux exprimer ma reconnaissance aux milliers d'hommes et de femmes de la fonction publique de

l'Ontario qui consacrent leur carrière au service de la population de notre province. Vous êtes un exemple pour nous tous.

Monsieur le Président, comme le premier ministre l'a dit si souvent, l'atout le plus précieux de l'Ontario est sa population.

Nous mettons de l'avant aujourd'hui un plan d'investissements dans l'avenir de la population. Nous investissons dans une meilleure éducation, de la petite enfance jusqu'à l'obtention du diplôme d'enseignement supérieur le plus avancé, dans des services de santé offerts avec compassion et au moment opportun, et dans une économie plus vigoureuse et plus productive.

réalisation du potentiel

Nous réalisons ainsi l'immense potentiel de l'Ontario et veillons à ce que notre province soit le meilleur endroit où vivre maintenant et pendant encore plusieurs décennies.

Merci, Monsieur le Président.

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2005
ISBN 0-7794-8015-5